

## DOCUMENT ADRESSÉ AU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE, EN VUE DE LA PROCHAINE INTERVENTION D'ASSA TRAORÉ À LA TRIBUNE DE L'ONU À GENÈVE.

Je suis la soeur d'Adama Traoré, un jeune français noir d'origine malienne, mort le 19 juillet 2016 à Beaumont-sur-Oise. Mon frère aurait dû fêter ses 24 ans ce jour là, mais il a rencontré des gendarmes, et la vie s'est arrêtée là pour lui. Adama a poussé ses derniers souffles entre les mains de ces forces de l'ordre, qui n'ont pas su le secourir, qui n'ont pas su le protéger. On dit qu'il est mort sur le bitume de la gendarmerie, en plein été, comme un chien. Mais en réalité, six longues années plus tard, je peux vous dire... Que je n'en sais rien.

Jamais une reconstitution n'a été ordonnée, alors que nous n'avons cessé de la demander. Jamais les gendarmes n'ont été mis en examen, alors qu'ils ont affirmé avoir écrasé mon frère du poids de leur trois corps. Jamais la justice et les institutions n'ont eu le moindre mot de compassion, ou de condoléances envers ma famille, mes frères et sœurs, nos mères, alors que nous en recevions de toutes parts, de personnalités comme d'anonymes, de France comme d'ailleurs. Jamais depuis six ans, ma famille et moi n'avons pu vivre le soulagement de la paix et de la tranquillité, alors que nous voudrions pouvoir enfin faire notre deuil comme il se doit.

La justice française n'a non seulement jamais rien entrepris pour permettre la manifestation de la vérité, comme son devoir l'exige, mais elle a fait pire... Elle s'est acharnée six longues années sur notre famille, du premier jour à aujourd'hui, sans relâche. La mort d'Adama a été couverte de mensonges éhontés, la mémoire de mon frère à peine mort a été salie d'injures, parce que la justice avait décidé que la victime ne pouvait qu'être coupable de son propre sort : à croire que si Adama était mort, c'est qu'il l'avait bien cherché, voire même qu'il l'avait mérité.

Ainsi la justice française n'a-t-elle pas hésité à justifier la mort de mon frère en faisant de lui un homme qu'il n'était pas, un toxicomane, un alcoolique, un malade du cœur, ajoutant de la douleur à notre infinie peine. Allant même jusqu'à inventer qu'il était mort parce qu'il était porteur de la drépanocytose, une maladie touchant exclusivement les populations noires. Et plus indigne encore, les autorités ont osé ouvrir une procédure judiciaire contre mon frère juste après sa mort, le poursuivant donc post-mortem pour outrage à agent. Ainsi tout ce qui a jamais compté depuis six ans pour la justice de notre pays se résume à un lynchage long et douloureux du défunt et des proches qui lui survivent.

La justice française ne s'est donc jamais mobilisée pour la manifestation de la vérité depuis six ans. Mais la justice française a fait preuve d'une redoutable énergie quand il a fallu, pendant ces mêmes années, tenter de faire taire les exigences légitimes de vérité et de justice de ma famille. Après le drame qui s'est abattu sur nous, les coups n'ont cessé de pleuvoir, toujours plus forts, toujours plus injustes, toujours plus nombreux.

Mes frères ont tour à tour été attrapés par la justice, qui les a enfermés les uns après les autres, bien plus promptement qu'elle n'a jamais répondu à nos demandes dans le dossier concernant la mort d'Adama. La justice, inerte quand il faut établir les causes de la mort de mon frère, s'est faite redoutablement efficace et ferme quand elle s'en est pris à ma famille. Je suis moi-même toujours sous le coup de plusieurs mises en examen, j'ai été trainée devant les tribunaux pour avoir dit que des gendarmes avaient tué mon frère Adama, pour les avoir cités, pour avoir exhorté la justice à faire son travail. On me demande de l'argent, on fait comparaître, les représentants des forces de l'ordre me montre du doigt comme si j'étais une méchante femme qui fait la vie dure à quelques fonctionnaires.

Mon frère Bagui Traoré, présent aux côtés d'Adama le jour de sa mort, a passé plus de quatre ans en prison, loin de son enfant, loin de nous, à pleurer des jours entiers la disparition de son frère. La justice française avait décidé de le poursuivre, sans aucune charge, pour « tentatives d'assassinats sur les forces de l'ordre » pendant les nuits d'émeute qui ont suivi l'annonce de la mort d'Adama. Bagui Traoré a croupi derrière les barreaux de longs jours, de longues semaines, de longs mois, de longues années, criant son innocence, sans jamais être entendu. Son procès devant la cour d'assises a été une démonstration publique de l'acharnement judiciaire qui nous vise depuis six ans. Une coûteuse mascarade avec tant de moyens déployés pour cacher l'incurie d'une justice qui n'a jamais mené l'enquête sur la mort d'Adama Traoré.

Mon frère Bagui a été innocenté, il est sorti libre de ce procès honteux. Mais à quel prix ? Il est aujourd'hui atteint d'un tas de troubles lié à sa trop longue captivité, il ne rattrapera jamais le temps qui lui a été confisqué avec son fils. Bagui a été mis à l'ombre de sa vie alors qu'il venait de perdre celle de son frère. Aujourd'hui, la justice française, après l'avoir retenu en prison illégalement, rechigne à l'indemniser pour ces années de supplice. Et c'est cette même justice qui me condamne à payer des amendes disproportionnées parce que je me bats pour la reconnaissance de la responsabilité des gendarmes dans la mort d'Adama.

Nos mères sont malades de ces traitements qui en disent hélas long sur la manière dont la France traite ses concitoyens issus de l'immigration. Elles ont en leur temps rasé les murs, elles ont travaillé dur pour élever leurs enfants, gagner des sous pour les nourrir, les éduquer, faire au mieux avec le peu dont elles disposaient. Sans jamais se plaindre, sans jamais rien demander, comme si elles étaient de trop dans ce monde, où pourtant nous devrions tous être égaux et libres. Mes frères et moi avons grandi en France, le pays de notre éducation, de notre vie future et de notre citoyenneté.

En tant que citoyens français issus de l'immigration nous estimons que notre parole vaut autant que toutes les autres voix. C'est la raison pour laquelle je vous exhorte ici et aujourd'hui à soutenir le combat qui est le mien, parce qu'il est celui de tous, c'est celui de l'égalité. Je vous exhorte à répéter avec nous que toutes les vies comptent ici bas. Je vous exhorte à croire que la justice peut faire son travail quand elle s'accroche aux valeurs qui la fondent, quand elle s'attache à ses devoirs, quand elle s'active et se démène dans la recherche de la vérité.

Je vous exhorte à mettre fin aux violences policières qui sévissent encore dans nos démocraties, et qui en sont la honte. Je vous exhorte à ramener la France dans le droit chemin, celui de la reconnaissance des violences policières, celui de la fin de l'impunité policière, celui d'une justice qui traite avec respect et dignité les victimes de violences policières.

Je vous exhorte à croire comme moi que ce n'est pas le destin qui fauche la vie de jeunes hommes noirs comme mon frère Adama, alors que leur chemin croise celui des forces de l'ordre en France. Le fait est que les jeunes hommes des quartiers populaires, issus de l'immigration africaine sont bien plus touchés par les discriminations de tous ordres que n'importe quel autre citoyen français. Ce sont ces garçons, qui à l'école déjà, se voient fermer les portes des grandes carrières, orientés le plus vite possible vers des « petits » métiers. Ce sont ces garçons qui essuient dès douze ans des contrôles de police au faciès, et qui ne connaissent pas d'autre lien à la police qu'un rapport répressif et humiliant. Ce sont ces jeunes hommes noirs qui ont hélas bien plus de chance que n'importe quel autre citoyen de mourir entre les mains des forces de l'ordre.

En 2022, au 21ème siècle, il est temps que cette mécanique raciste cesse. Elle est dépassée et indigne de notre époque, indigne des prétentions démocratiques qui font le rayonnement d'un pays comme la France.

Je ne me tiens pas devant vous comme une experte qui en saurait plus que quiconque sur ce que sont en France les discriminations raciales et sociales, sur le fléau que sont les violences policières. Je me tiens devant vous en tant que femme, éducatrice de formation, mère de trois enfants, citoyenne française décidée à défendre une vie honorable pour tous, je me tiens devant vous en tant que soeur d'Adama Traoré. Je n'ai jamais eu l'ambition de me trouver un jour devant vous, je n'ai rien à promettre, rien à proposer de meilleur, je n'ai pas la prétention de connaître la recette ni la solution idéale aux maux que je dénonce. Je suis seulement quelqu'un qui veut que l'injustice cesse, qui espère que le monde changera vite, que nous serons tous unis autour de cette idée que toutes les vies comptent. Toutes, sans exception.

C'est un drame inconsolable qui me porte devant vous. Je me battraï toute ma vie pour que ce qui est arrivé à mon frère Adama n'arrive à aucun autre d'entre nous, à aucun de vos enfants, d'où qu'il vienne, qui qu'il soit, quelle que soit sa couleur ou sa religion. Nous avons des devoirs envers les générations qui nous suivent, celui d'être à la hauteur des valeurs d'égalité que nous portons haut et fort.

Je vous exhorte à demander à la France qu'elle prenne enfin la mesure de ses erreurs, qu'elle considère ma famille et moi-même pour ce que nous sommes : une famille de victime en droit de demander que les gendarmes responsables de la mort de mon frère soient jugés pour ce qu'ils ont fait, ou pour l'assistance qu'ils n'ont pas su apporter à Adama.

Je vous exhorte à demander à la France que cesse l'impunité policière, qui offre un permis de tuer aux forces de l'ordre, et décime le plus souvent des hommes noirs. Je vous exhorte à demander à la France que la justice mette tout en œuvre pour que se manifeste la vérité concernant la mort de mon jeune frère Adama, qui méritait de vivre autant que nous tous ici réunis.

**Assa TRAORE**

## Extrait du livre "Lettre à Adama"

"28 février 2017 "

Je tiens mon téléphone près de moi, je sais qu'à tout instant il peut se passer n'importe quoi pour n'importe lequel d'entre nous. Comme nos mères, aucun d'entre nous ne dort plus comme avant. Le sommeil n'a plus rien de cet instant profond où l'on s'abandonne. Voilà des mois que je suis à cheval entre mes jours et mes nuits. Toujours debout, même couchée.

Avant, je m'endormais vers minuit. « Depuis Adama », c'est un autre temps, comme l'an zéro d'une nouvelle existence. Seule dans la nuit, je fouille à l'infini toutes les occurrences qui portent ton nom sur le net. Je me perds dans la toile, je te cherche, je suis dans une quête insatiable d'explications. Je ne rêve plus. Parfois, je te vois la nuit. « Depuis Adama », je suis au fond d'un trou, où je ramasse tous les minuscules morceaux d'un puzzle géant. Il y a des gens à la surface, qui m'encouragent, qui m'éclairent, qui me nourrissent. Je n'ai plus de matins. Je m'insère dans ceux de mes enfants.

Je suis en guerre, je n'ai plus peur de rien. Je pense continuellement à notre famille, à nos frères. Je surveille nos arrières, je suis en état d'alerte.

J'ai dormi deux heures.

A cinq heures du matin, mon téléphone vibre. J'entends la voix éraillée de Bagui. J'ai les boules. Mon petit frère pleure, seul depuis la fin du mois de novembre 2016 derrière les barreaux de sa cellule à Osny, sans issue devant sa peine, sans issue devant ce qui lui reste de vie. Il dit que les gendarmes l'ont prévenu, ils vont l'extraire, le mettre en garde à vue à six heures à la gendarmerie de Versailles, dans le cadre d'une nouvelle procédure.

Une information judiciaire ouverte à Pontoise pour tentatives d'assassinats sur personnes dépositaires de l'autorité publique.

Hein ? Tentatives d'assassinats sur personnes dépositaires de l'autorité publique ? C'est quoi cette histoire ? Bagui est déjà en prison pour des outrage, menace de mort et violence, que personne ne l'a vu commettre, pas même les « victimes ». On lui reproche maintenant d'avoir commandité, à plusieurs reprises, la mort de plusieurs agents de la force publique ?

Mais quand ?

## Extrait du livre " Lettre à Adama" suite

Bagui ne comprend pas plus que moi. Il s'énerve. Il dit, qu'est-ce qu'ils vont encore me mettre sur le dos ? pourquoi moi ? Ils n'en ont pas assez ? Il dit qu'il va « péter un câble », « tout casser », se battre, « rien à foutre ». Il sait que la mère de son fils, Sarah, est aussi interpellée à Toulouse, où elle vit avec leur petit garçon de quatre ans.

Mais pourquoi ?

Je lui dis, t'inquiète pas, Lassana va s'occuper de ton fils, Bagui.

Je veux qu'il s'accroche à ma voix, je lui répète qu'il n'est pas seul, dehors on est tous là pour lui, chaque jour. Qu'on tient tous, parce qu'on fait tout ça pour toi aussi, Adama.

En fait, Bagui ne croit plus en rien, là. Les mains qui se tendent vainement vers lui ont achevé de le répugner. Parce qu'elles ne lui ramènent rien. Rien de ce qui lui manque à vouloir en mourir : toi, sa liberté, les moments passés avec son fils. Les garanties d'amour et de bienveillance ne suffisent plus, c'est sa vie qu'il veut retrouver. Isolé entre quatre murs, sa douleur macère, le peu d'espoirs qui lui restaient s'évaporent, il n'a plus que la rage pour survie.

Il vit comme en cage. On perd la raison dans une cage.

Les autorités le savent.

Bagui est un témoin capital. Il t'a vu dans la gendarmerie. Il paie. Tout. Ta mort, notre combat, la détermination de la famille, la mobilisation de la population. Notre force.

A Toulouse, son petit garçon, élève en moyenne section de maternelle, vient d'être conduit à l'école avec sa mère menottée, entouré de gendarmes. La honte. Je ne dis rien, Adama, j'encaisse, je serre les dents, je pense à toi.

Mais je n'oublie rien.

La gendarmerie me convoque aussi, pour une audition en fin de matinée. A Maison-Alfort.

Mamma et Yssouf aussi. A Persan. Là où tu es mort.

## Extrait du livre " Lettre à Adama" suite

Je demande aux gendarmes de quoi il s'agit, qu'est-ce que c'est que cette nouvelle procédure tombée du ciel ? On me répond qu'une enquête a été ouverte suite aux émeutes déclenchées par ta mort. Les gendarmes auraient essuyé des tirs dans les nuits du 19 au 23 juillet 2016. Les investigations visent donc aujourd'hui quatre membres de famille.

Les gendarmes de Maison-Alfort m'offrent un café. Ils me disent que mes conversations téléphoniques sont toutes surveillées. Ils me demandent si je suis « la sœur d'Adama Traoré ». Ils m'interrogent sur les révoltes qui ont suivi ton décès à Beaumont-sur-Oise.

Il est question d'une arme, donc : un fusil 22 long rifle chargé de douilles non percutées, que les forces de l'ordre auraient retrouvé.

Quel rapport avec moi, ma famille ? Je ne comprends pas pourquoi je suis entendue. J'indique que les responsables de notre drame, ta mort, les responsables des conséquences qui en ont découlé, se trouvent dans la gendarmerie de Persan. J'insiste avant de signer le procès-verbal, je veux que les enquêteurs notent bien que leurs collègues, gendarmes à Persan, sont à mon sens coupables de ton décès, Adama. Que je suis bien sûre d'une chose : ils ne t'ont pas aidé à vivre.

Nous sommes parties civiles, famille d'une victime. C'est nous qui avons des questions. C'est qu'on interroge aujourd'hui sur des tentatives d'assassinats dont ils auraient été victimes.

L'Etat s'acharne sur notre famille.

Bagui, poursuivi pour tentatives d'assassinats sur personnes dépositaires de l'autorité publique ? Assassinat ? Tu y crois, toi ?

Je suis choquée. La peine encourue pour de tels faits est la réclusion criminelle à perpétuité. Tu vois, rien n'arrête la broyeuse. Pourvu qu'elle nous casse les genoux, effondre ce qui nous tient en rangs serrés telle une armée. La nécessité de connaître la vérité. Ils sont prêts à toutes les absurdités : Pourquoi ne pas nous poursuivre bientôt pour appartenance à Daech aussi ?

Nos frères ont compris avant tout le monde qu'il s'agit d'une guerre. Toi-même tu le savais, au fond de toi. Ils n'ont plus envie d'être sages. Mais ils se raisonnent, ils savent que cette épreuve va hélas durer des années."

**PRESSE :**

[https://www.nouvelobs.com/societe/20161124.OBS1685/assa-traore-s-ur-d-adama-mes-freres-sont-en-prison-que-paie-ma-famille.html?fbclid=IwAR3hSutA0Mv01FG\\_W9NjU6BveZwXjnE0VKBlQ2Jsx0x8swykQXPl6lpzkzo](https://www.nouvelobs.com/societe/20161124.OBS1685/assa-traore-s-ur-d-adama-mes-freres-sont-en-prison-que-paie-ma-famille.html?fbclid=IwAR3hSutA0Mv01FG_W9NjU6BveZwXjnE0VKBlQ2Jsx0x8swykQXPl6lpzkzo)

<https://www.nouvelobs.com/societe/20200608.OBS29821/assa-traore-une-machine-de-guerre-pour-adama.html>

[https://www.liberation.fr/societe/police-justice/bagui-traore-acquitte-la-justice-ne-peut-pas-se-passer-de-preuves-20210709\\_EVP7J3PHWFBARHYDCWMJQKBKHA/](https://www.liberation.fr/societe/police-justice/bagui-traore-acquitte-la-justice-ne-peut-pas-se-passer-de-preuves-20210709_EVP7J3PHWFBARHYDCWMJQKBKHA/)